

Au secours des espèces sauvages menacées

Tout ce qui est vie sauvage relève de l'homme d'une manière ou d'une autre. C'est de ce que l'homme fait ou néglige de faire que dépend la survie du monde sauvage.

Conséquence de cette situation? De nombreuses espèces sont menacées d'extinction. Certaines d'entre elles ont été décimées ou, leurs habitats ayant été amputés ou anéantis, elles sont devenues vulnérables à la menace d'extinction. D'autres sont devenues si rares qu'il faut dresser une garde vigilante pour les protéger de toute atteinte.

S'il reste un espoir de sauver la plupart des espèces menacées dans le monde, ce ne sera qu'en satisfaisant leurs besoins biologiques dans un monde où chaque environnement est en constante mutation.

Les cercles préoccupés par la conservation de la nature ne se sont pas toujours rendu compte de cette nécessité. Trop souvent des mesures ont été prises dans l'idée que tout va pour le mieux dès lors qu'une espèce est protégée contre la chasse et contre d'autres formes de prédation. Ces personnes ont mis beaucoup de temps pour s'apercevoir que l'habitat d'une espèce sauvage doit également être protégé.

Les responsables de la protection de la faune ont accumulé tout un ensemble de connaissances relatives au couvert, au régime alimentaire et aux maladies des animaux. Grâce à l'essor pris par l'écologie, on dispose de nombreuses données sur les chaînes alimentaires et sur la place que celles-ci occupent dans des systèmes de chaînes alimentaires plus complexes. On sait à présent que toute espèce fait partie intégrante d'un écosystème dont toutes les parties doivent exercer leur fonction pour que cette espèce puisse vivre.

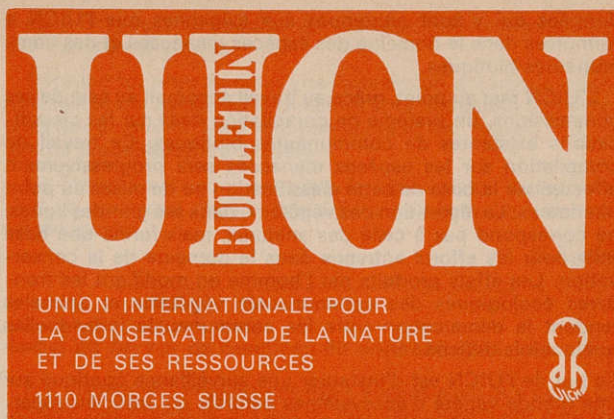
Pendant plus de vingt ans, l'UICN a été le cadre des débats qui ont permis le développement d'une philosophie de la conservation de la nature basée sur le concept d'environnement intégré. Passant à l'action, l'Union a lancé de vastes et multiples programmes destinés à préserver des régions uniques en les érigeant en parcs nationaux ou en réserves naturelles rigoureusement gardées. Ces régions abritent des communautés entières de plantes et d'animaux qui toutes exercent une influence sur la survie de l'autre.

L'avenir des espèces menacées dans le monde semble compromis, à moins que ne soient préservées des régions naturelles tout entières où la vie pourrait se développer dans sa complexité et sa variété. Dans son programme général, l'UICN s'est donné pour but central et fondamental de préserver à long terme une grande variété de régions naturelles tout en prenant des mesures d'urgence pour stopper la destruction d'espèces végétales et animales menacées et en réservant toutes les possibilités de maintenir la diversité du monde naturel.

Partant de ces principes, l'UICN, par l'intermédiaire de la Commission du service de sauvegarde, a réuni les données nécessaires à la protection des espèces menacées. Une de ses fonctions importantes a été de faire une synthèse de l'état actuel des connaissances biologiques portant sur chaque espèce menacée. Une attention particulière a été vouée aux espèces qui doivent faire l'objet de mesures urgentes de conservation et à celles qui, après avoir été décimées, ne parviennent pas à regagner leurs rangs ou dont le nombre décroît à un rythme tel qu'il laisse prévoir leur extinction.

Parmi les raisons qui font que 132 mammifères énumérés dans l'édition courante du volume 1 du Red Data Book de l'UICN sont menacés d'extinction et que 60 autres sont dans une situation approuvée ou n'en ont échappé que récemment, les déprédations directes infligées par l'homme viennent au premier rang, tandis que les influences indirectes entraînant la disparition ou la dégradation de l'habitat viennent au second rang. L'un et l'autre sont cependant liés. La disparition de l'habitat expose une espèce à la déprédation directe. Nombre d'espèces animales qui ont été surexploitées ou pourchassées par l'homme, ou qui ne peuvent subsister que dans un habitat relativement non altéré (forêts, marécages ou savannes), sont en danger dans tout le monde.

Les associations naturelles existant à l'intérieur d'une communauté végétale et animale ne sont pas une simple collection d'entités séparées et interchangeables. Elles impliquent plutôt de nombreux liens d'interdépendance quant à la composition, la fonction et la structure. Certains animaux peuvent prospérer



NOUVELLE SÉRIE Vol. 4, N° 6

JUIN 1973

Publié avec l'aide financière de l'UNESCO; paraît mensuellement

dans un large éventail de conditions et peuvent être représentés dans diverses communautés. Inversement, d'autres animaux ont besoin de conditions spéciales et ne se rencontrent que dans une seule communauté.

La protection et la reconstitution d'espèces menacées de surexploitation ou de mesures de dépeuplement peuvent être un processus fort lent qui n'est cependant possible que si leur habitat a subsisté, si leur niche n'a pas été occupée par des espèces plus durables et si elles ont survécu en nombre suffisant pour être génétiquement viables. En prenant pour acquis l'esprit de détermination, les moyens de financement et la coopération de différentes instances politiques, on peut sauver ces espèces de l'extinction. L'application des dispositions réglementaires de protection et la mise en œuvre de techniques de gestion de la faune peuvent être efficaces si elles se font avec énergie.

On court des risques, cependant, en ayant trop souvent recours à la gestion, car celle-ci implique une intervention dans des systèmes que nous ne comprenons pas complètement, et où subsiste encore un fort degré d'incertitude. La plupart des espèces menacées ne pourront survivre que si les écosystèmes dans lesquels elles vivent restent intacts ou si elles peuvent s'adapter à un environnement modifié. Le concept d'écosystème est très large et se fonde non pas sur les dimensions ou le nombre des éléments interdépendants, mais sur une stabilité de fonctionnement d'une durée définie. Il s'agit d'un concept dynamique plutôt que d'une situation statique.

Pour être couronnés de succès, les programmes de conservation ne doivent pas se limiter à sauvegarder un animal pour lui-même. C'est l'environnement dans sa totalité qui doit être préservé. La complexité de cette tâche apparaît dans toute sa dimension si l'on considère la fragilité de certaines associations et les épreuves de rafistolage qu'ont dû subir la plupart des communautés biotiques.

Ces communautés sont constamment modifiées ou disparaissent lorsque certaines régions vitales pour la faune sont affectées à d'autres fins sous l'effet des besoins de l'agriculture, de l'industrie ou de la construction de logements. La plupart de ces changements sont ainsi devenus irréversibles. De vastes régions autrefois faiblement habitées par des populations vivant en contact avec la nature ont été fortement peuplées par des sociétés agraires ou industrielles et transformées à des fins d'exploitation. Le maintien et l'accélération du taux d'occupation semblent inévitables pour un temps encore indéfini.

L'UICN se préoccupe au premier chef des mutations provoquées par cette évolution dans les facteurs biotiques et abiotiques de l'environnement qui président à la répartition et la qualité des principaux écosystèmes. C'est pourquoi l'UICN s'est vu prier de poursuivre les activités de la Section de conservation et des communautés biologiques terrestres du Programme biologique international qui devait prendre fin en 1972. Certaines modifications du Check Sheet Survey des communautés biotiques sont en cours d'études en vue d'adapter les

Les conclusions du Stage international sur les programmes d'éducation mésologique dans l'enseignement supérieur et la formation pédagogique, qui a eu lieu à London, Canada, sont données en supplément spécial dans ce numéro.

données qui y sont contenues aux exigences que l'UICN a formulées dans le domaine des espèces menacées et des communautés biotiques.

L'UICN met au point, grâce au travail accompli au sein de ses commissions, un système de compilation basé sur les classifications existantes de communautés biotiques. Ce travail de compilation sur les espèces menacées sera progressivement effectué sur la base de cette classification ou de mises au point ultérieures. La répartition des végétaux, dans ses grandes lignes, ne correspond pas à celle des animaux, mais forme une base utile pour les efforts entrepris dans le domaine de la conservation. Les effets produits par l'homme en modifiant les frontières écologiques des communautés végétales et animales rendent la démarcation entre les communautés individuelles quelquefois difficile.

Le but de l'UICN est d'instaurer une surveillance continue sur une grande variété d'écosystèmes naturels ou artificiels répartis dans le monde entier. Il s'agit d'établir dans quelle mesure des parcelles témoins de systèmes restés intacts ont été préservées, d'identifier les nouvelles régions à mettre à part pour assurer la sauvegarde de communautés biotiques essentielles et d'attirer l'attention sur le déclin ou la menace de disparition d'une espèce animale.

Pour réaliser cela, il faut disposer de données cohérentes et suivies sur tout un nombre de communautés biotiques. De plus, il faudra vouer une attention particulière aux espèces menacées et à celles vulnérables dont la survie peut être menacée dans l'avenir. Pour d'autres espèces, le mieux que l'on puisse faire est de maintenir une surveillance continue sur les communautés biotiques dont elles font partie.

La surveillance et le contrôle continus permettront d'établir l'ordre de priorité des recherches à effectuer sur le terrain et des mesures de conservation, et de poursuivre une politique constructive de conservation basée sur les meilleures données scientifiques mises à jour.

Mais l'UICN et tous ceux qui œuvrent aux mêmes buts auront besoin, pour arriver à leurs fins, de toute l'aide possible que peuvent leur apporter toutes les personnes intéressées dans le monde par la conservation.

MAB: Progrès accomplis

La seconde réunion du Conseil international de coordination du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) a eu lieu au siège de l'UNESCO à Paris, du 10 au 19 avril 1973. La première tâche de cette réunion consistait pour le MAB à élire un bureau. Le professeur François Bourlière (France) a été reconduit dans ses fonctions de président et D. R. King (E.-U.) a été réélu vice-président. V. Sanchez (Chili), le professeur C. Olanian (Nigeria) et le professeur V. Sokolov (URSS) ont été élus nouveaux vice-présidents. Le professeur Ralph Slatyer (Australie) assumera les fonctions de rapporteur.

Il fut décidé de faire démarrer, au cours des 2 prochaines années, un programme de base reprenant les éléments des Projets 1 (forêts tropicales), 3 (pâturages), 5 (zones humides) et 6 (montagne) qui nécessiteront une coopération internationale. Des groupes de travail seront mis sur pied pour les 4 projets et commenceront leurs travaux en 1973. La méthodologie appliquée pour les Projets 12 (évolution génétique et démographique) et 13 (perception de la qualité de l'environnement) sera incorporée à chacun des projets visant un biome particulier. La coordination de l'ensemble du programme de base sera assurée par un bureau élargi composé des présidents de chacun des groupes de travail et de conseillers spécialistes en méthodologie, en analyse systématique et en sciences sociales. Parallèlement à la mise en œuvre du programme de base, les travaux visant à mettre sur pied les projets pour lesquels il n'y a pas encore eu de réunions d'experts se poursuivront. Le Projet 8 intitulé «Conservation des zones naturelles et des ressources génétiques qu'elles contiennent» offre un intérêt particulier aux yeux de l'UICN. Le groupe d'experts chargé de ce projet se réunira à l'UICN à Morges en septembre 1973. Il est généralement convenu que l'UICN assumera des responsabilités importantes dans l'exécution du Projet 8 en collaboration avec la FAO. La FAO, à son tour, sera chargée de mener à bien, en collaboration avec l'OMS, la réalisation du Projet 9 qui traite des conséquences de l'utilisation des engrais et des pesticides. Les progrès accomplis dans le cadre du MAB ont été forcés lents du fait des mécanismes intergouvernementaux compliqués qu'il met en jeu. A l'heure actuelle, cependant, plus de 50 nations ont formé des comités nationaux pour le MAB et il semble probable que ce programme fondamental de recherche sur l'environnement pourra aller de l'avant.

Conférences et réunions

Importance accrue des questions écologiques en Amérique tropicale

Toute une série de réunions tenues récemment en Amérique latine, particulièrement en Colombie, au Venezuela et au Costa Rica, font apparaître une tendance saine consistant à faire intervenir dans l'aménagement du territoire et la prise de décisions en général des connaissances et des principes écologiques.

Amélioration de la condition de l'homme et de son milieu rural

L'Institut colombien d'intégration naturelle a organisé près de Medellín une rencontre internationale ayant pour thème «L'amélioration de la condition humaine et de son milieu rural en Colombie». Plusieurs spécialistes des questions de conservation avaient été invités par les autorités colombiennes: Bengt Lundholm de Suède, Richard Evans Schulthes, éminent ethnobotaniste de Harvard, ainsi que Gerardo Budowski. De nombreuses personnalités colombiennes étaient également présentes.

Le but de cette rencontre était de réunir des spécialistes de plusieurs disciplines, toutes liées à l'aménagement de l'environnement et plus spécialement à la gestion des zones rurales et l'amélioration des conditions de vie, pour mettre en lumière l'équilibre fragile qui doit s'instaurer entre l'homme et les ressources naturelles. Il apparut clairement que cet équilibre était dangereusement menacé dans une grande partie de la Colombie et que seules des mesures radicales parviendraient à contrebalancer les processus destructeurs en cours. La rencontre, assez paradoxalement, fut marquée par les allocutions de dirigeants locaux pour qui la solution résidait dans la construction de nouvelles routes, la distribution de subventions gouvernementales plus généreuses et la mise en valeur de terres vierges, etc. Il n'échappa à personne qu'il existait un fossé très large entre les conceptions traditionnelles du développement d'une part et les solutions écologiquement acceptables auxquelles le groupe est parvenu à la fin de la rencontre d'autre part. La déclaration finale, comme on pouvait s'y attendre, fit longuement état de la nécessité du planning familial et de programmes éducatifs améliorés destinés aux populations rurales, ainsi que du développement de l'agriculture, de l'élevage et de la sylviculture sur des bases écologiquement saines grâce à une politique et à la mise au point de techniques plus compatibles avec les processus naturels. Les comptes rendus de la rencontre seront publiés.

L'écologie tropicale, sujet d'une rencontre placée sous les auspices du PBI

Le deuxième Symposium international sur l'écologie tropicale a été l'hôte à Caracas, du 6 au 10 février 1973, de l'Institut de Recherche scientifique du Venezuela (IVIC). Au centre du débat figuraient différentes questions écologiques liées au milieu tropical au nombre desquelles la productivité, la gestion et la conservation. Plus de 300 scientifiques ont participé à la rencontre et on a noté l'importance des délégations de certains pays tropicaux comme le Brésil, le Mexique, le Costa Rica, le Panama et de quelques pays africains et asiatiques représentés par des chercheurs américains et européens dans le domaine de l'environnement. Plus de 40 communications ont été présentées sur des thèmes différents, entre autres sur la diversité, la stabilité et la maturité des écosystèmes actuels et artificiels et les stratégies de gestion de tels écosystèmes. L'UICN était représentée par Gerardo Budowski, qui a présenté un exposé en espagnol intitulé «Gestion de régions naturelles et culturelles protégées; variante possible d'aménagement du territoire». Les comptes rendus seront publiés.

Science des forêts tropicales

Sur l'initiative de l'Institut interaméricain des sciences agricoles et dans le cadre de son programme établi à Belem, au Brésil, et consacré à l'utilisation des régions tropicales humides, une réunion internationale s'est tenue à Maracaïbo, au Venezuela, en mars 1973. L'accent fut mis sur le développement de la science des forêts tropicales. Un grand nombre de spécialistes des forêts tropicales et de l'aménagement du territoire participait aux travaux de cette réunion, dont les comptes rendus seront publiés.

Etablissement d'un ordre de priorités pour les recherches écologiques dans la région tropicale de l'Amérique latine

Sous les auspices de l'Institut d'écologie (TIE), un séminaire rassemblant des spécialistes d'écologie tropicale s'est tenu au Centre de science tropicale de l'Institut interaméricain des sciences tropicales de Turrialba au Costa Rica, du 24 au 31 mars 1973. Les participants, dont le nombre dépassait la centaine, étaient tous des spécialistes bien connus en matière d'écologie tropicale. Ils furent priés de collaborer à l'établissement des priorités à donner aux recherches touchant à certains aspects de l'écologie, telles que le contrôle démographique, la structure et le fonctionnement d'un écosystème, la restauration d'un écosystème à la suite de perturbations, les mécanismes de la mise en œuvre de programmes et les répercussions locales et régionales de ces derniers. Une grande partie des participants étaient des spécialistes des Etats-Unis qui avaient pris une part importante à des recherches écologiques en Amérique latine. Les fonds nécessaires à l'organisation de cette réunion et des consultations déjà tenues en Amérique latine et aux Etats-Unis, ont été fournis par la National Science Foundation of the United States. Les résultats de ces différents séminaires doivent bientôt paraître et donneront les lignes directrices nécessaires à la poursuite des recherches dans la région tropicale américaine.

Développement du Venezuela méridional

La dernière de toute une série de réunions groupées sous le titre de «Premiers jalons pour le développement du Venezuela méridional» s'est tenue à Caracas, au Venezuela, du 23 au 26 mai, et a consacré ses travaux à l'aménagement d'une région de 242 000 kilomètres carrés qui compte moins de 50 000 habitants pour une population nationale de 9,5 millions. La réunion a été organisée par la prestigieuse Association vénézuélienne des ingénieurs et devait concentrer son attention sur le développement intégré, l'infrastructure, les ressources humaines et naturelles et les perspectives de développement économique. Les résultats des travaux seront probablement publiés.

Plein feu sur les problèmes de conservation aux Canaries

Plus de 70 hommes de science provenant de 30 universités réparties dans 13 pays ont pris part à une réunion internationale de botanique, la première de ce genre à se tenir à Las Palmas (Grande-Canarie). Le Congrès a été mis sur pied par le Conseil insulaire (Cabildo Insular) et s'est déroulé du 13 au 18 avril 1973.

On a pu y entendre 27 communications consacrées à des sujets tels que la flore, la conservation, les inventaires. Les textes de ces communications seront publiés dans le prochain numéro de «*Monographiae Biologicae Canarienses*». Au cours d'une excursion collective, les participants au Congrès ont pu se familiariser avec les principales communautés végétales existant en Grande-Canarie.

Bien que le but principal de la réunion fût de rassembler tous les botanistes dont le travail et les intérêts concernaient directement ou indirectement la végétation des îles macaronésiennes et de passer en revue les progrès accomplis dans la réalisation du projet intitulé «*Flora macaronésica*», la conservation de la végétation, si riche en endémiques, a également été au centre de l'attention.

L'urgence qu'il y a de protéger le grand nombre d'espèces actuellement menacées et de préserver les communautés uniques et les paysages de ces îles a incité à la préparation et l'adoption d'un «Appel» général (voir ci-dessous). Cet «Appel» sera diffusé largement et soumis aux institutions et gouvernements concernés. Les programmes de conservation en cours ont été examinés en détail grâce, notamment, à la participation active des représentants des institutions et gouvernements locaux tels que le Cabildo Insular, l'Université La Laguna, l'ICONA (Instituto Nacional para la Conservación de la Naturaleza), l'ASCAN (Asociación Canaria para Defensa de la Naturaleza) et l'ATAN (Asociación Tinerfeña de Amigos de la Naturaleza). Il fut donné lecture d'une communication de l'UICN/WWF, informant les participants de l'octroi de US \$ 3000 des-

tinés à financer une enquête sur les ressources naturelles des îles Canaries orientales.

Décision fut prise de créer une Association botanique macaronésienne qui assurerait la direction et la continuité des différents programmes. Une seconde réunion est prévue, qui se tiendra probablement à Madère.

Le Congrès a été suivi avec intérêt par l'opinion publique et s'est vu consacrer chaque jour une large place dans toute la presse locale.

G. Kunkel

Appel en faveur de mesures de conservation

Les plantes endémiques des îles Canaries ainsi que celles de Madère, des Açores et des îles du cap Vert constituent pour les insulaires un patrimoine unique, précieux et irremplaçable qui doit être protégé pour des raisons tant scientifiques, historiques que culturelles afin d'apporter aux générations présentes et futures, plaisir, intérêt et profit.

Du fait de l'accroissement continu de la population et de la demande, de l'exploitation hâtive des ressources naturelles et de l'épuisement qui en découle, ainsi que de l'ignorance générale des lois naturelles et écologiques fondamentales, un grand nombre d'espèces et de communautés végétales tout entières est menacé. Leur survie même n'est qu'une question de temps et on ne peut nourrir que le faible espoir, sans garantie de succès, que ces éléments seront sauvés. Même dans l'Archipel macaronésien, un nombre considérable d'espèces a été complètement exterminé en certains endroits. Le nombre de spécimens de certaines espèces endémiques se monte à moins de cinquante unités.

Etant donné la valeur unique des espèces végétales indigènes ou/endémiques, ainsi que le nombre élevé d'endémiques peu connus particuliers à une région, et étant donné le besoin humain d'espaces sauvages, de parcs et de paysages de détente, les membres de ce «*1 International Congress pro Flora Macaronésica*» proposent aux pouvoirs publics locaux et aux gouvernements du Portugal et de l'Espagne

de former une commission d'étude internationale bipartite en vue de préparer un inventaire des ressources naturelles subsistant aux Açores, à Madère, dans les îles Canaries, dans les îles Sauvages et dans les îles du cap Vert;

d'établir et d'appliquer un code sévère de protection dans toutes les îles macaronésiennes et de préserver des régions choisies restées écologiquement intactes ou intéressantes à d'autres titres, ceci avant même d'obtenir les résultats de l'étude mentionnée;

de promouvoir la mise sur pied de programmes éducatifs dans les écoles et dans les organes d'information en vue de stimuler l'intérêt général porté à la conservation de la nature et à sa nécessité.

Les deux gouvernements concernés peuvent compter sur l'assistance technique de toutes les institutions scientifiques participantes ou qui s'intéressent par ailleurs à l'histoire naturelle de ces îles. Si cela s'avérait nécessaire, les participants à cette réunion appuieraient toute demande de mise sur pied de programmes spéciaux financés par l'UNESCO et l'UICN/WWF.

Las Palmas de Gran Canaria, 17 avril 1973.

Des zoologistes suisses recommandent des mesures de prudence lors de l'introduction d'animaux exotiques

L'Assemblée annuelle de la Société suisse de Zoologie, tenue à Lausanne les 7 et 8 avril 1973 sous la présidence du professeur H.-A. Guéni, a discuté les introductions et lâchers d'animaux exotiques en Suisse. Ces pratiques ont pris des proportions inquiétantes depuis quelques années au mépris des effets possibles sur la faune indigène.

En conséquence, la Société suisse de Zoologie prie instamment les autorités fédérales de bien vouloir faire respecter l'article 6 de la loi fédérale sur la chasse et la protection des oiseaux du 10 juin 1925/23 mars 1962 et de l'article 23 de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage du 1^{er} juillet 1966, et de ne délivrer des autorisations d'introduction et de lâcher qu'après avoir fait procéder à des études écologiques préalables et entendu l'avis de zoologistes compétents.

Réunion éducative en Roumanie

Un cours international de formation destiné aux animateurs de jeunesse aura lieu à Bucarest et à Victoria, en Roumanie, du 16 au 23 juillet 1973.

Le cours est organisé par Virgiliu Radulian, président du Conseil national pour l'organisation des pionniers. Le but du cours est de passer en revue les méthodes de conservation de l'environnement et les modes de participation des organisations et groupes de jeunesse à des programmes et projets constructifs et de susciter un échange d'expériences sur les divers efforts accomplis dans ce domaine.

Séminaire international sur les programmes d'éducation mésologique ayant trait aux milieux de montagne

Ce séminaire international qui se tiendra à Aoste, en Italie, du 4 au 15 septembre 1973, doit permettre de définir un ordre de priorités en matière d'éducation mésologique relative aux milieux de montagne et de préparer, grâce à la coopération des différents groupes de participants, un manuel pédagogique qui servirait de base à l'éducation mésologique relative à ces milieux.

Ce séminaire est placé sous le patronage de l'UICN/WWF, de l'UIAA, de la Fédération italienne Pro Natura, de la Société de la flore valdotaine et du Gouvernement de la région autonome de la vallée d'Aoste. Les invitations ont été envoyées aux conférenciers et les préparatifs du séminaire sont en bonne voie.

Séminaire sur l'amélioration des paysages culturels

Un séminaire international consacré aux problèmes posés par les mesures actives de conservation et par la dynamique du développement des paysages culturels dans les pays d'Europe centrale et orientale s'est tenu à Constanta en Roumanie, du 4 au 9 juin 1973. Il était placé sous les auspices de l'Académie roumaine des Sciences. Les quelque 40 participants à ce séminaire ont eu pour tâche d'examiner les problèmes déjà mentionnés et leurs répercussions sur les réserves naturelles, de définir des projets de recherche sur le sujet et de recommander des méthodes permettant d'éviter ou de minimiser les effets négatifs du développement sur les réserves naturelles et les paysages d'une valeur exceptionnelle.

«Le tourisme, promoteur d'un meilleur environnement»

Sous ce titre ambitieux, la PATA, importante association d'agences de voyage de la région du Pacifique, avait programmé, avant la réunion de son Assemblée générale qui s'est tenue à Tokyo au mois de février, un important séminaire à Kyoto (Japon). A l'origine de cette initiative se trouvait un éditeur américain bien connu, Laurence W. Lane Junior.

L'objectif de ce séminaire était d'inciter l'industrie du tourisme à faire une démonstration de sa préoccupation face à la dégradation du milieu et de sa volonté d'orienter ses activités dans un sens plus favorable à l'environnement. Au cours de ce séminaire, diverses communications furent présentées par des spécialistes éminents de l'environnement dont Tetsumaro Senge de l'Association nipponne des parcs nationaux, Richard Piessse de l'Association australienne de conservation et Edward L. Towle de l'Association antillaise de conservation. Le directeur de l'UICN, M. Gerardo Budowski, a présenté l'exposé central sous le titre: «Le tourisme et la conservation de la nature: conflit, coexistence ou symbiose.» Les comptes rendus de cette rencontre doivent bientôt paraître.

A son Assemblée générale, la PATA a entériné les résolutions prises au cours de ce séminaire et a voté des crédits destinés à des activités de protection de l'environnement liées en particulier à des programmes d'éducation.

Deux réunions patronnées par l'UICN sont différées

Le Séminaire international sur la conservation de l'environnement destiné aux ingénieurs qui devait avoir lieu en octobre à Prague, Tchécoslovaquie, est différé jusqu'à l'an prochain vu le nombre insuffisant d'inscriptions. Le Centre de technologie et l'Université technique de Prague projetaient d'organiser le séminaire pour le premier quart de 1974. Le programme sera le même qu'annoncé dans le Bulletin UICN de mars. De plus amples détails seront publiés lorsque ceux-ci seront disponibles.

Une deuxième réunion internationale de travail consacrée à la formation des enseignants en matière d'éducation mésologique et de conservation, projetée comme réunion complémentaire au Cours international de formation d'enseignants en matière d'éducation mésologique qui a eu lieu au Drapers' Field Centre au Pays de Galles (Royaume-Uni) en août 1972, est différée jusqu'en 1975. Cette réunion devait avoir lieu au Drapers' Field Centre dans le Rhyd-y-Creiau au Pays de Galles, Betws-y-Coed, Caernavonshire, Royaume-Uni, du 1^{er} au 11 août.

Notes sur la conservation

Swem nommé à la direction des services de planification pour l'Alaska

Théodore R. Swem, vice-président de la Commission internationale des parcs nationaux de l'UICN, a été nommé président du Groupe de planification pour l'Alaska reliant plusieurs services du ministère de l'Intérieur des Etats-Unis: le Service des parcs nationaux, l'Office des loisirs en plein air et le Service de la pêche et de la faune. Swem est directeur adjoint du Service des parcs nationaux.

Le Groupe sera responsable de la planification et de la coordination des efforts entrepris par ces 3 services aux termes de l'Alaska Native Claims Settlement Act. Des études actuellement en cours prévoient d'ajouter environ 80 millions d'acres à la surface existante des zones protégées en Alaska à divers titres.

La Finlande signe la Convention sur les zones humides

La Convention sur la conservation des zones humides d'importance internationale, ouverte à la signature au siège de l'UNESCO à Paris, a été signée par la Finlande en avril. Cette signature reste sous réserve de ratification.

La Finlande est le second Etat à signer cette Convention. L'Iran l'a déjà signée, sous réserve de ratification.

La Convention entrera en vigueur quatre mois après l'adhésion du septième Etat.

Atoll réservé à la science

Avec l'approbation du Gouvernement de la Polynésie française, William A. Robinson de Papeete a mis à disposition l'atoll de Taiaro à Tahiti comme sanctuaire scientifique. Un comité gouvernemental d'hommes de science a été créé afin d'examiner les demandes de chercheurs scientifiques qui veulent travailler sur l'île. Sir Hugh Elliott a été choisi pour représenter l'UICN auprès de ce comité gouvernemental.

Distinctions spéciales

Un savant néo-zélandais élevé au rang de chevalier

Nous sommes heureux d'apprendre que Robert Falla, président du Conseil néo-zélandais de conservation de la nature, a été élevé au rang de chevalier et figure à ce titre dans la Liste des distinctions spéciales publiée par la Couronne britannique le 1^{er} janvier de cette année. Sir Robert est un spécialiste de l'Antarctique, expert en océanographie et en ornithologie et a été membre du Conseil exécutif pendant les premières années de l'UICN, alors connue sous le sigle UIPN.

Dasmann obtient une distinction

Raymond F. Dasmann, écologiste en chef de l'UICN, s'est vu décerner le titre de membre honoraire de la Wildlife Society au cours de la 38^e Conférence nord-américaine sur la nature et les ressources naturelles, qui s'est tenue à Washington au mois de mars. Dasmann est un ancien président de la Wildlife Society et a assumé les fonctions de président de la Commission des affaires internationales au cours de l'année passée.

ERRATUM: Dans le supplément spécial «Amphibiens-Reptiles», du Bulletin vol. 4 N° 5, la date devrait être juin 1972 au lieu de mai 1973.